

Questions orales

La rencontre du 28 avril dernier s'inscrit à l'intérieur de plusieurs rencontres qui se sont tenues depuis les trois derniers mois de par le Canada. Il s'agit d'une rencontre informelle où jamais un vote n'a été pris, où nous discutons ensemble à partir des préoccupations que les aînés canadiens doivent transmettre à leur ministre. Les deux objectifs principaux sont les suivants: l'accessibilité aux programmes sociaux, et une économie saine afin que les enfants puissent profiter d'une qualité de vie prometteuse.

• (1450)

[Traduction]

M. Whittaker: Monsieur le Président, dans un communiqué de presse publié aujourd'hui par Jean Woodsworth, présidente de /One Voice/ d'un de ces organismes, dit ceci:

La ministre d'État chargée du Troisième âge a affiché une attitude condescendante envers les gens mêmes qu'elle est censée représenter. Elle devra redoubler d'effort pour gagner notre confiance en son aptitude à faire comprendre nos intérêts au gouvernement.

ON DEMANDE DES EXCUSES À LA MINISTRE

M. Jack Whittaker (Okanagan—Similkameen—Meritt): J'ai une question supplémentaire, monsieur le Président. La ministre fera-t-elle ce qui s'impose en présentant ses excuses aux représentants de ces organismes? Si elle ne veut pas faire d'excuses, nommera-t-elle un organisme national du troisième âge qui est en faveur de cette récupération fiscale? Qu'elle en nomme un si elle ne veut pas présenter d'excuses.

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge): Monsieur le Président, je n'en crois pas mes oreilles. Depuis quand un parti social démocrate se préoccupe-t-il des mieux nantis d'une société? J'ai appris la démission de votre chef dernièrement. Est-ce que cette philosophie, cette prise de position face aux mieux nantis de la société serait un transfert de philosophie? Rappelons juste les critères.

* * *

L'AGRICULTURE

LES PRODUCTEURS DE PORC DU QUÉBEC—LES EFFETS DU BUDGET SUR LA RENTABILITÉ DE LA PRODUCTION

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État

(Agriculture). Elle concerne la déclaration du président de l'Union des producteurs agricoles, M. Jacques Proulx, qui affirme que, suite au Budget fédéral, les producteurs de porc perdront 15 000\$ par année. Est-ce que le ministre est en mesure de répondre à ces insinuations? Et peut-il rassurer les producteurs de porc quant aux effets du Budget sur la rentabilité de la production?

L'hon. Pierre Blais (solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Effectivement, le Canada est un exportateur de porc, particulièrement le Québec, pour à peu près 200 millions de dollars, ce qui est très important. Nous avons été très déçus de cette décision américaine. D'ailleurs, mon collègue du Commerce extérieur a demandé une rencontre avec le gouvernement américain pour en discuter. Nous croyons que cette décision américaine va à l'encontre des règles du GATT. Nous allons tout faire pour défendre les producteurs de porc québécois et canadiens contre cette décision, monsieur le Président, parce que nous avons maintenant un nouveau mécanisme. C'est une question très importante, et je crois qu'elle mérite une réponse. Étant donné les circonstances, nous allons pouvoir bénéficier du nouveau recours qui est prévu à l'entente canado-américaine, monsieur le Président.

* * *

[Traduction]

L'EMPLOI

LES COMMENTAIRES SUR LES FEMMES AU TRAVAIL

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Deux députés conservateurs ont dit hier que les femmes n'ont qu'à s'en prendre à elles-mêmes si elles souffrent d'injustice au travail. Ces propos odieux insultent toutes les femmes.

Des voix: Bravo!

Mme Catterall: Est-ce que le premier ministre va répudier ces déclarations? Va-t-il déclarer sans équivoque que les politiques de son gouvernement ne sont pas déterminées par des attitudes de ce genre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je n'ai pas lu ces remarques dans leur contexte, mais des propos du genre de ceux rapportés partiellement par la députée sont bien sûr inadmissibles et contraires aux règles communes à tous les députés en ce qui concerne l'égalité complète des femmes au Canada.